**Pour le REN-LAC, les populations doivent être les principales actrices de la lutte anti-corruption**

**Depuis le mois de juillet, le Réseau national de Lutte anti-corruption (REN-LAC) initie une série de formation sur le contrôle citoyen et le suivi budgétaire local, au profit d’organisations locales de la société civile des cinq régions du Burkina Faso qui abritent les Comités régionaux anti-corruption (CRAC). A savoir le Nord, le Centre-Ouest, l’Est, les Hauts-Bassins et le Sud-Ouest.**

A travers cette série de formations, le REN-LAC veut outiller les acteurs locaux de la société civile sur les bases du contrôle citoyen et du suivi budgétaire. Pour le Réseau, il est impératif d’améliorer les capacités d’accès des populations à l’information sur la gestion des affaires publiques telles que la transparence budgétaire, afin de susciter en elles des initiatives locales de veille et de contrôle citoyens, en particulier dans les secteurs de la santé, de l’éducation et de la commande publique.

Les acteurs de la société civile de la ville de Yako ont bénéficié de cette formation du 10 au 12 septembre, après ceux de Houndé (Haut-Bassins), de Diébougou (Sud-Ouest) et de Léo (Centre-Ouest).

**La corruption, un obstacle à l’épanouissement des populations**

Le contenu de la formation a été axé sur les mécanismes et les expériences réussies de contrôle citoyen et de suivi budgétaire pour permettre aux populations d’identifier leurs préoccupations majeures dans les secteurs sociaux de base comme la santé et l’éducation. Et de concevoir des plans d’actions en vue de mener à bien l’exercice de la veille et du contrôle citoyens sur les cas pertinents de présomption de corruption dans les localités retenues cette année : Houndé, Diébougou, Léo, Yako et Bogandé.

La corruption et la mal gouvernance constituent un obstacle majeur au développement économique et social du pays. Elles privent les populations surtout rurales de prestations sociales de qualité (santé, éducation, infrastructures…), à travers les détournements des ressources allouées.

En dépit des efforts déployés par les acteurs étatiques et non étatiques, ces deux phénomènes demeurent dans des proportions inquiétantes. En témoignent les différents rapports du REN-LAC sur l’état de la corruption au Burkina Faso, indiquant que le mal touche aujourd’hui tous les secteurs d’activités et tous les segments de la société.

**La veille et le contrôle citoyens, une arme efficace aux mains des populations**

L’expérience a démontré que le contrôle citoyen de l’action publique est un facteur essentiel de la bonne gouvernance. A l’évidence, cette initiative citoyenne peut contraindre les élus locaux à une utilisation judicieuse des ressources publiques, et constituer un puissant moyen de développement économique et social au profit des populations.

Le REN-LAC l’a toujours affirmé : « lorsque les populations veillent au grain, les criminels et leurs complices rasent les murs. » A coup sûr. D’autant que les populations ont le plein droit de demander des comptes aux gouvernants. Et ceux-ci n’ont d’autre choix que de répondre de leur gestion.

Avec l’appui de la Banque mondiale, le REN-LAC est donc engagé à faire émerger au sein des populations rurales et semi-rurales des initiatives citoyennes de veille et de contrôle. Débutées à Houndé les 23, 24 et 25 juillet dernier, ces formations prennent fin les les 17, 18 et 19 septembre prochain dans la ville de Bogandé, à l’Est.